



21/04/2020 - 27/04/2020

REVUE DE PRESSE



CHAMBRE
DES METIERS
Luxembourg

Table des matières

Diplomatie, Tracing-Apps und Praktika

Lëtzebuenger Journal | 27/04/2020

L'armée et la police face au Covid-19 (Chambre des députés)

www.agefi.lu | 24/04/2020

Redécouvertes

Woxx | 24/04/2020

"Es ist unsere Aufgabe, dass sich die Menschen wohlfühlen"

Tageblatt | 23/04/2020

Politique culturelle : Redécouvertes

www.woxx.lu | 23/04/2020

Krisenzeit / Friseurgruppe Ferber bereitet sich auf Wiedereröffnung vor

www.tageblatt.lu | 23/04/2020

Guy Kirsch : boucher pur jus, mais pas que !

www.paperjam.lu | 23/04/2020

Les silences efficaces du Grand-Duché

www.letemps.ch | 23/04/2020

Ausbildungs-Lücke

Revue | 22/04/2020

Retour de l'activité et chômage en hausse

Le Quotidien | 21/04/2020

Luxembourg : retour de l'activité et chômage en hausse

www.lequotidien.lu | 21/04/2020

Conférence en ligne - Chantiers numériques

www.infogreen.lu | 21/04/2020

Handwerkskammer fordert schrittweise Aufhebung des "Lockdowns"

Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek | 08/04/2020

**Lëtzebuenger Journal**

Date: 27-04-2020

Page: 9

Periodicity: Daily

Journalist: -

Circulation: 4 000

Audience: 37 500

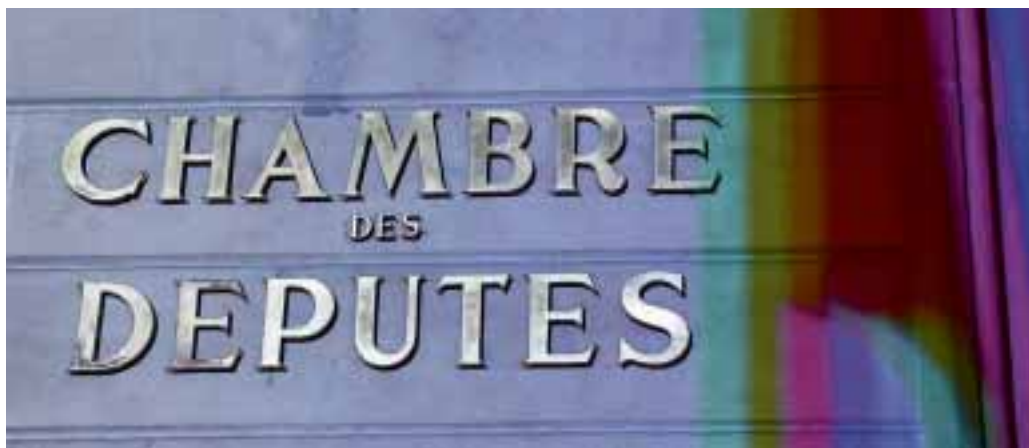
Size: 254 cm²

Diplomatie, Tracing-Apps und Praktika

Die Woche in der „Chamber“

LUXEMBURG Eine Plenarsitzung des Parlaments ist in dieser Woche des 1. Mai-Feiertags zwar keine vorgesehen, allerdings steht einiges an Arbeit auf den Tagesordnungen der „Chamber“-Ausschüsse. An diesem Montagmorgen gibt Außenminister Jean Asselborn der zuständigen Kommission Aufschluss über die europäischen Ministerkonferenzen von vergangener Woche unter anderem im Zusammenhang mit der Covid-19-Krise. Der Finanzausschuss befasst sich derweil mit einer Reihe von Gesetzentwürfen zu Fristverschiebungen im Finanz- und Steuerbereich. Am Dienstag dann diskutiert der Digitalisierungsausschuss unter anderem mit einer Motion des Piraten-Abgeordneten Sven Clement gegen „Tracing-

Apps“ im Rahmen der Covid-19-Krise. Was auf der Tagesordnung des Justizausschusses am Mittwochmorgen steht, ist noch nicht festgelegt. Auf Antrag der ADR befasst sich die Bildungskommission indes mit der Strategie zur Wiederaufnahme des Schulbetriebs, die derzeit ja kontrovers diskutiert wird. Zusammen kommen an diesem Tag auch der Mittelstandsausschuss - zur Reorganisation von Handels- und Handwerkskammer - sowie der Geheimdienstkontrollausschuss, der bekanntlich von Martine Hansen (CSV) präsidiert wird. Am Donnerstag dann tagt unter anderem die Konferenz der Fraktionspräsidenten, während sich der Arbeitsausschuss mit der Reform des Praktikumsgesetzes befasst. LJ



Im Mittelpunkt der Arbeiten der Abgeordnetenkammer steht nach wie vor die Covid-19-Krise

Foto: Editpress/l. Finzi

**www.agefi.lu**Date: **24-04-2020**Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**Audience: **1000**<https://www.agefi.lu/Fax-Article.aspx?art=60178&date=24-04-2020&fax=4868&rubr=4834>

L'armée et la police face au Covid-19 (Chambre des députés)

Les ministres François Bausch et Henri Kox étaient accompagnés de membres de l'armée et de la police pour faire le point par visioconférence ce 23 avril avec les députés sur le rôle et l'action des deux institutions dans le cadre de la crise du Covid-19. Depuis mars, l'armée a pris en charge des missions de sécurité, de transport et de surveillance des stocks de matériel médical et d'installation de tentes sanitaires à grande échelle.

Elle participe également aux efforts d'acquisition de matériel médical à l'étranger et a mis en place un site de distribution de masques "drive in" au parking du Findel pour les entreprises de l'artisanat, en collaboration avec la Chambre des métiers. Suite à une question des députés sur le volet stratégique de la prise en charge de la crise, François Bausch a déclaré que l'armée devrait à l'avenir augmenter ses stocks de matériel, par exemple en achetant des tentes sanitaires spécialisées. Pour le ministre, il faudra tirer un bilan critique de la crise afin de détecter d'éventuelles faiblesses pour répondre aux situations similaires qui pourraient se présenter à l'avenir.

Réflexions autour d'un hôpital militaire

Les députés se sont interrogés sur une éventuelle réorganisation de l'armée qui ferait suite à la crise. François Bausch a dit plancher sur la création d'un hôpital militaire, rattachée à un hôpital classique. Il s'agirait d'une structure flexible, conçue en collaboration avec l'Uni.lu et l'AMMD. Elle s'occuperait en temps normal notamment de missions de recherche, et pourrait être convertie très rapidement en hôpital de crise pour répondre à des situations spécifiques.

Pas de «bleift doheem» pour la police

Les membres de la police, contrairement à la majorité des citoyens, ont dû être envoyés sur le terrain pour assurer le contrôle des mesures de confinement mises en place par le Gouvernement. Les représentants de la police ont détaillé aux députés les mesures adoptées pour assurer au mieux cette mission. Les horaires ont ainsi été adaptés pour diminuer les rencontres physiques des Iwwerleeungeagents. Les mêmes binômes ont toujours été envoyés ensemble sur le terrain, en évitant de mixer les équipes et unités, et en s'assurant que les voitures ne soient pas échangées. Point positif, toutes les patrouilles étaient équipées de matériel de protection avant le début de la crise, décision qui avait été prise suite aux épidémies de grippe aviaire.

La criminalité globalement en baisse

La police constate une baisse globale de la criminalité, mais pas dans le domaine des stupéfiants. De nouveaux problèmes, notamment de dépôt sauvage de déchets, ont été évoqués. Les cas de disputes sont également assez élevés, conséquence de la promiscuité liée au confinement, sans toutefois aller jusqu'à un constat d'augmentation de la violence domestique. La police relève également des cas d'excès de vitesse dans les rues désertées. Globalement, les représentants de la police ont affirmé que les citoyens respectaient bien les règles du confinement. Depuis le début de l'état de crise, 5000 contrôles ont été effectués, surtout en ce qui concerne les déplacements non autorisés. Les contrôles quant au port du masque, qui est désormais obligatoire dans les transports publics et les commerces, commenceront la semaine prochaine.

Vers une loi sur les pandémies ?

François Bausch a affirmé que des réflexions étaient en cours sur une possible loi sur les pandémies. Celle-ci serait destinée à répondre à un besoin de clarté dans le cadre de crises comme celle du Covid-19, qui a nécessité l'adoption d'un nombre important de mesures exceptionnelles pour permettre au gouvernement de déclarer un état de crise et d'ordonner le confinement. Les députés n'ont pas manqué de constater qu'il s'agissait d'un sujet extrêmement délicat.

Le ministre a affirmé que tout cadre mis en place serait ciblé sur des situations précises et prendrait en compte le respect de la vie privée. Les députés se sont encore émus de la situation en ce qui concerne les contrôles de transit aux frontières, notamment avec l'Allemagne. Ils se sont interrogés sur la base légale de ces dispositifs et ont affirmé que certains contrôles étaient effectués de façon inappropriée, par des personnels ostensiblement armés. Les députés ont également évoqué le fait que les noms, plaques d'immatriculation et destination des voyageurs étaient relevés lors de certains contrôles, pratiques difficilement justifiables dans le cadre du débat plus large sur la protection des données personnelles.

François Bausch a affirmé qu'il relayerait les doléances des députés dans ce contexte. Il a lui-même affirmé s'inquiéter de la situation au niveau européen, avec une réaction disproportionnée des états membres face à la crise et le constat d'une érosion de l'état de droit.

Source : *Chambre des députés*

**Woxx**

Date: 24-04-2020

Page: 10-11

Periodicity: Weekly

Journalist: Luc Caregari

Circulation: 3 000

Audience: 13 500

Size: 934 cm²

POLITIQUE CULTURELLE

Redécouvertes

Luc Caregari

La pandémie a chamboulé totalement la scène, voire l'industrie culturelle : tandis que les conséquences des saisons annulées ne sont pas encore estimables, les actrices et acteurs du secteur découvrent les lacunes du système, rendues limpides par la crise.

Les festivals d'été et d'automne 2020 tombent comme des mouches en ce moment, et le Luxembourg n'y échappe pas : festival de Wiltz remis à 2021, Koll an Aktioun remis sur les ondes radio publiques, Monodrama Festival reporté et on en passe. La crise de la Covid-19 et le confinement qui va avec ont signé l'arrêt de mort temporaire de toute l'industrie culturelle et événementielle, qui maintenant découvre ses fractures sociales et statutaires à la lumière de ces événements. Déjà avant cette catastrophe inimaginable, il y a encore quelques mois, il était de notoriété publique que dans le secteur culturel chacun bricolait un peu dans son coin et que les appels réguliers à plus de solidarité se perdaient vite dans le désert. Alors comment font les salles de concert, les établissements publics et les théâtres ?

Pour ces derniers, c'est Claude Mangen qui prend la parole. Président de la Theater Federatioun depuis quelques heures seulement - la fédération avait divisé la présidence en deux, Mangen ayant repris le flambeau de son prédécesseur Nicolas

Steil cette semaine -, il est conscient de la complexité de la situation en répondant aux questions du woxx ce mercredi après-midi : « C'est très difficile de trouver une ligne pour tout

le monde. Chaque maison a mis en place ses propres dispositions. La fédération s'est chargée de faire la synthèse de toutes les procédures et d'en sortir des recommandations. Nous avons attendu aussi d'être fixés sur le programme du déconfinement, et quand nous avons entendu que rien ne sera possible avant la fin juillet, nous avons compris que nos saisons étaient mortes », dit-il. La fédération et le réseau des maisons de la culture décentralisées se sont rapprochés en temps de crise, avec une réunion sur Zoom « très intensive » par semaine. Il est vrai que les incertitudes qui pèsent sont lourdes et multiples : « Personne ne va présenter un nouveau programme avant l'été. Et il reste toujours la peur d'une deuxième vague du virus en automne, qui nous ferait repartir en confinement », estime Mangen. « Nous ne pouvons rien sans des décisions conséquentes de la part du ministère de la Santé et de l'État. »

La situation est d'autant plus compliquée pour certaines maisons que le chômage partiel y est impossible : « C'est le conventionnement qui l'interdit. L'État ne peut pas se rembourser lui-même, c'est un non-sens. Certains de nos membres l'ont envisagé tout de même, mais le risque est grand qu'ils doivent rendre cet argent. » Pour ce qui est de la communication avec l'État et surtout avec le ministère de la Culture, Mangen la juge excellente : « Ils réagissent vite et bien. Et essaient comme nous de naviguer entre législation existante et état de crise, où nous tombons de temps en temps sur des paradoxes. La Theater Federatioun leur avait envoyé une lettre commune avec des ques-

tions de tous nos membres, y compris l'Aspro, qui regroupe les intermittents et les équipes techniques, et nous avons eu très vite une réunion avec les responsables du ministère et des réponses à nos questions les plus pressantes. » En général, la politique culturelle se montre très courante avec le secteur conventionné ; il est vrai aussi qu'il n'y a pas que des pertes, mais aussi de l'argent non dépensé en chambres d'hôtel, voyages ou per diem pour les artistes.

La culture est d'utilité publique

Mangen voit-il tout de même le risque que l'un-e ou l'autre des membres de la fédération, qui regroupe les théâtres municipaux, privés et les compagnies itinérantes, doive mettre la clé sous le paillason à cause de la crise ? « Absolument pas », rétorque-t-il. « Nous devons aller encore plus de l'avant, faire plus de bruit pour faire entendre nos revendications. Nous sommes d'utilité publique et pertinents pour la société ! Je regrette d'ailleurs qu'aucune conférence de presse gouvernementale pendant la crise n'ait touché un mot du secteur culturel. On parle des coiffeurs, des grandes surfaces et du contrôle technique, mais pas de nous. » Pour le nouveau président de la fédération, il n'est pas envisageable que les conventions ou les subventions soient baissées à cause de la crise. Il prévient même : « Nous n'attendrons pas gentiment qu'on nous convoque pour nous faire entendre. » Généralement, Mangen voit aussi des aspects positifs à la situation : « Malgré la lourdeur de la structure de notre fédération, nous avons pu avan-

cer vite. Je pense que cette crise peut être bénéfique pour la Theater Federation, parce qu'elle nous force à nous confronter avec nous-mêmes. Et nous faisons en effet des progrès très créatifs, en remettant en question des choses fondamentales. »

De l'autre côté du comptoir, nous retrouvons le premier conseiller au ministère de la Culture, Jo Kox. Philosophe comme on le connaît, il fait sa propre synthèse de la situation : « Il y a une certaine perversité dans ce que nous découvrons : dans la crise, l'industrie culturelle est dépendante des ministères des Classes moyennes et de l'Économie et doit donc s'adapter au monde de l'économie, mais le problème est que ce même secteur dépend en grande partie des subventions et conventions du ministère de la Culture. » Pour l'instant, Kox et ses équipes sont toujours occupés « à jouer les pompiers » pour mettre à l'abri les plus précaires. « Certes, nous avons directement mis en place des aides pour les intermittent-e-s et les personnes au statut d'artiste, mais nous constatons qu'il y en a encore qui restent sur le côté. C'est pourquoi nous menons une enquête avec des associations du secteur pour voir ce qu'on pourra faire », précise-t-il. « Ces associations, l'AALP (pour les artistes plasticien-ne-s), l'Aspro (pour les intermittent-e-s et technicien-ne-s du théâtre), Lars (réalisatrices, réalisateurs et scénaristes), Acteurs.lu et l'Alpa, vont faire un recensement de leurs pertes probables. Nous allons conférer avec elles et faire passer le message aux ministères des Classes moyennes et de l'Économie. » D'ailleurs une union luxembourgeoise des associations du secteur culturel vient de se fonder - un signe que la scène est en pleine ébullition.

Kox, comme Mangel, constate qu'en temps de crise la communication parfois lourde entre ministères, fonctionnaires et public s'est améliorée en vitesse et en efficacité : « J'ai été agréablement surpris du fait que le secteur culturel n'a pas été oublié par les autres ministères et que, dans leurs démarches, ils ont essayé de l'inclure. » Inclure le plus de monde

possible reste donc la priorité numéro un du ministère de la Culture, même si Kox reconnaît que pour certains secteurs c'est difficile, notamment dans l'industrie du film, avec des indépendant-e-s qui vivent de projet en projet. Mais ce faisant, le conseiller de la ministre découvre du nouveau chaque jour : « C'est un aspect positif de l'état de crise : nous voyons mieux tous les aspects des aides que nous donnons et les lacunes du système apparaissent plus clairement. C'est clair que beaucoup de choses vont changer à l'avenir. » Une des lacunes identifiées par Kox est l'assurance santé, où le Luxembourg ne dispose pas de modèle spécifique pour artistes et indépendant-e-s, au contraire des « Künstlerkrankenkassen » qui existent en Allemagne, notamment en Bavière. « C'est que notre système, notamment pour la Sécurité sociale ou la Chambre des métiers, ne reconnaît toujours pas les métiers hybrides, des gens par exemple qui peuvent être employés communaux à temps partiel et se concentrer sur une carrière dans la musique le reste du temps. Il faudra repenser tout cela », remarque-t-il, en ajoutant : « Certains destins isolés qui tombent hors des mailles du système ne sont pas forcément beaux à voir. »

Mais pour les établissements publics et autres institutions culturelles de plus grande taille, l'avenir s'annonce difficile aussi : « Comment chiffrer les vraies pertes ? Qu'est-ce qui est à compenser et comment ? » sont des questions auxquelles il faudra évidemment trouver des réponses.

Désormais sans comptoir, mais connaissant la situation sur le terrain mieux que d'autres, c'est à Luka Heindrichs, un des patrons du Gudde Wëllen, café-concert bien connu de la capitale, que nous donnons la parole en dernier. L'établissement a dû fermer ses portes depuis plus d'un mois déjà : « Nous avons directement mis notre équipe au chômage partiel, huit personnes donc, qui se partageaient quatre tâches et demie. En tant qu'indépendants, mon partenaire et moi sommes pour l'instant sans revenus. Nous arrivons pour l'instant à

nous maintenir grâce au fundraising (dont 50 pour cent des dons vont à l'association Catch a Smile, ndr) que nous avons immédiatement mis en place au début du confinement », explique-t-il.

L'assurance-santé : une des lacunes pour artistes indépendant-e-s

En ce qui concerne le loyer, il a fait opposition : « Nous payons notre loyer à la brasserie Diekirch, qui elle loue aux Bâtiments publics. Alors que la Ville de Luxembourg et d'autres communes ont fait un geste envers les commerces qui louaient chez elles, l'État n'a pas bougé pour l'instant », constate-t-il. Et même si le Gudde Wëllen avait fait une bonne saison jusque-là, il ne sait pas exactement combien de temps il pourra tenir : « C'est que la partie vraiment grasse de la saison vient de nous échapper : le marathon, la Fête de la musique et la fête nationale. C'étaient les trois occasions qui nous permettaient de passer l'été - nous qui déjà avons le handicap de ne pas avoir de terrasse. »

Du point de vue des aides, le Gudde Wëllen a bien reçu les 5.000 euros d'urgence, mais ça ne l'aidera pas à surmonter toutes les difficultés. Surtout que la reprise s'annonce complexe : « Ce que nous craignons le plus, ce sont des demi-mesures : on peut rouvrir, mais sans nuits blanches ou sans concerts par exemple. Et puis on ne sait pas comment le public va réagir si le ministère donne la consigne d'éviter des lieux comme le Gudde Wëllen. Je peux comprendre l'aspect sanitaire, mais d'un point de vue économique, ça nous tue. » Pour l'instant, le Gudde Wëllen ne reçoit pas d'aides du ministère de la Culture ni de la Ville de Luxembourg. Mais l'idée de se faire payer une partie de la programmation par l'administration communale, comme c'est le cas à Paris déjà, est peut-être en train de se frayer un chemin. Entre-temps, restons sur le constat que dans la culture, décidément, ce ne sera pas comme avant non plus.



GGIORDANO LEA

Comme le Koll an Aktioun - qui s'est réinventé en festival radiophonique sur la 100,7 -, beaucoup de festivals n'auront pas lieu cette année. Le secteur culturel aura du mal à surmonter ces pertes difficiles à chiffrer.

Tageblatt
L'ÉDITION DE LUXEMBOURG**Tageblatt**

Date: 23-04-2020

Page: 23

Periodicity: Daily

Journalist: Anne Ludwig

Circulation: 21 982

Audience: 75 800

Size: 1 050 cm²

„Es ist unsere Aufgabe, dass sich die Menschen wohlfühlen“

FRISEURSALONS Ferber-Gruppe würde am liebsten Anfang Mai wieder öffnen

Anne Ludwig

Ein Friseurbesuch steht für viele unter uns regelmäßig auf dem Programm. Aufgrund der jetzigen Situation müssen die Haare erst mal länger werden. Doch auch bei der Wiedereröffnung wird ein Friseurtermin nicht mehr so sein wie davor. Wie Friseure sich darauf vorbereiten, hat Jean-Marie Ferber dem Tageblatt erzählt.

„Wir machen uns warm für den 2. Mai oder, wenn es sein muss, den 4. Mai. Wenn es der Regierung nach geht, wird es eher der 11. Mai sein“, sagt Jean-Marie Ferber im Interview per Videochat. Welcher Tag es nun wirklich sein wird, steht noch nicht offiziell fest. Momentan gebe es ein Tauziehen zwischen der „Fédération des artisans“, der „Chambre des métiers“ und der Regierung.

Jean-Marie Ferber und seine Frau sowie ihre Kinder Laura und Lionel, die den Betrieb übernehmen werden, sind die Köpfe hinter der Ferber-Gruppe mit 13 Salons und mehr als 170 Mitarbeitern. „Wir ersticken an den laufenden Kosten“, gibt Ferber zu. Monatlich fallen 400.000 Euro Fixkosten an, darunter die Arbeitgeberbeiträge für die Löhne der Angestellten – obwohl sie sich in Kurzarbeit befinden. Dazu kommen die Miete und Werbeverträge oder auch noch die Zahlungen für Computerprogramme. Lange würden sie diese Situation nicht mehr durchhalten, dann müssten sie Kredite aufnehmen. „Noch kann ich ruhig schlafen, aber nicht mehr, wenn wir mit einem neuen Schulden-

berg eröffnen müssen.“

Heftiger Neustart erwartet

Im Falle der Wiedereröffnung sei zudem mit zusätzlichen Kosten zu rechnen: Ein Friseur soll nur noch an einem Kunden arbeiten und kann nicht Haarewaschen oder Föhnen von anderen übernehmen. Im Salon sollen weniger Mitarbeiter vor Ort sein und in zwei Teams aufgeteilt werden. Auch an den Schulschließungen muss sich der Geschäftsführer orientieren, denn es fehlen einige Mitarbeiter, die aus familiären Gründen Urlaub nehmen müssen. Mit diesen Maßnahmen kann nur etwa noch ein Drittel von dem sonst üblichen gearbeitet werden. Da sei es schwer, Gewinn erzielen zu können, so der Friseurmeister.



Wir ersticken an den laufenden Kosten

Jean-Marie Ferber
Friseurmeister und Inhaber der Ferber-Gruppe

Ein weiteres Beispiel sind die Friseurumhänge und Handtücher. Da diese bei 60 Grad gewaschen werden müssen, dauert das Waschprogramm länger und es muss mit viel mehr Material ge-

arbeitet werden. Als Lösung dafür

haben sie sich für Wegwerf-Umhänge aus Scrummi entschieden, die biologisch abbaubar sind. Doch dadurch wird eine Menge zusätzlicher Abfall produziert.

Ferber rechnet damit, bis zu 20 Prozent seiner vorherigen Kundenschaft zu verlieren, da diese in der Krisenzeit andere Mittel und Wege gefunden haben. „Vielleicht haben sie eine passende Farbe in den Einkaufszentren gefunden oder sich einen Haarschneider gekauft.“ Doch genauso gut kann es sein, dass sie viele missglückte Haarexperimente geradebiegen müssen.

Der Anfang und der Ansturm könnte jedenfalls heftig ausfallen. Er bekomme viele Anrufe von Menschen, die sich Sorgen um ihre Haare machten, sagt Ferber.

Schutzmasken für jeden Angestellten

Ein Friseurdienst für die älteren und gefährdeten Menschen im eigenen Zuhause anbieten zu können, ist gerade in Planung. „Es gehört zu unserer Aufgabe, dass sich die Menschen wohlfühlen und sich weiter im Spiegel anschauen können.“ Wie dies konkret umgesetzt werden kann, steht noch nicht fest. Die Friseure müssen wahrscheinlich ähnliche Schutzmaßnahmen ergreifen wie die häuslichen Pflegedienste.

Zusätzlich zu den anderen Maßnahmen hat Ferber Anweisungen ausgearbeitet, wie in Zu-



kunft desinfiziert werden soll. „Bereits jetzt desinfizieren wir genau so, wie es ein Krankenhaus in normalen Zeiten auch handhabt. Seit HIV haben wir Maßnahmen ergriffen, die exemplarisch sind.“ Zusätzlich soll nach jedem Kunden dessen Sitzplatz sowie alles, mit dem er in Kontakt gekommen ist, desinfiziert werden.

Die Mitarbeiter der Ferber-Gruppe haben 20 DIN-A4-Seiten mit Vorschlägen ausgearbeitet, die es möglich machen sollen, unter den gegebenen Bedingungen zu arbeiten. „Ich wollte vorher wissen, wie es um die Akzeptanz bei den Angestellten steht, um in dieser Gefahr wieder mit der Arbeit anzufangen.“ Doch sie seien froh, wenn sie wieder arbeiten könnten.

Seit einem Monat versuchen sie Schutzmasken zu bekommen. Die Regierung hat bereits eine gewisse Anzahl bereitgestellt. Jedem Friseur sollen zwei Stück pro Tag zur Verfügung gestellt werden. Der Kunde soll seine eigene mit zum

Friseurtermin bringen. Plexiglas an den Kassen soll zusätzlichen Schutz bieten.

Zwei Meter Distanz nicht machbar

Handschuhe sieht Ferber als nicht absolut notwendig an. Bei manchen Arbeiten tragen Friseure sowieso welche, doch sie seien nicht bei jeder Arbeit sinnvoll und würden in dieser Situation eine falsche Sicherheit geben. „Wenn wir damit am Haar arbeiten, haben wir kein Gefühl in den Fingern.“ Außerdem reagiere das Virus auf Tenside und Tenside gebe es in allen Shampoos und Putzmitteln. Demnach sei das Virus nach dem Haarewaschen nicht mehr aktiv, wenn auch nicht verschwunden. Wenn allerdings ein Kunde darauf bestehe, würde das Personal selbstverständlich Handschuhe tragen. Zusätzlich werden die Friseure angehalten, den Kunden nicht ins Gesicht zu fassen.

Im Salon zwei Meter Abstand zu halten, sei nicht möglich, da nun mal am Kopf gearbeitet wird. Toiletten und Türgriffe müssen in Zukunft mindestens dreimal pro Tag desinfiziert werden und auch im Pausenraum darf sich nur noch eine Mindestanzahl von Mitarbeitern gleichzeitig aufhalten. Die Arbeitszeit zu verlängern, um weniger Kunden auf einmal im Salon zu haben, sei nur bedingt umsetzbar, da sich viele der Zweigstellen in großen Einkaufszentren befinden.

Die Mitarbeiter werden vor der Wiedereröffnung weitergebildet und sind angehalten, die neuen Regeln strikt einzuhalten. Trotz aller Vorsichtsmaßnahmen sind sie darauf angewiesen, dass sich Kunden später bei ihnen melden, falls sie auf einmal Symptome zeigen sollten. „Ich möchte nicht, dass jemand sagt, er habe sich in einem meiner Salons infiziert. Dann haben wir einen ganz schlechten Stand.“



Foto: Editpress-Archiv

Die Scheren und Kämmen der Friseure müssen erst mal noch stillliegen



Foto: Jean-Marie Ferber

Jean-Marie Ferber und seine beiden Kinder Lionel und Laura, die das Unternehmen in vierter Generation übernehmen werden

**www.woxx.lu**Date: **23-04-2020**Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**Audience: **1000**<https://www.woxx.lu/politique-culturelle-redécouvertes/>

Politique culturelle : Redécouvertes

La pandémie a chamboulé totalement la scène, voire l'industrie culturelle : tandis que les conséquences des saisons annulées ne sont pas encore estimables, les actrices et acteurs du secteur découvrent les lacunes du système, rendues limpides par la crise.



Comme le Koll an Aktioun – qui s'est réinventé en festival radiophonique sur la 100,7 –, beaucoup de festivals n'auront pas lieu cette année. Le secteur culturel aura du mal à surmonter ces pertes difficiles à chiffrer. (© Giordano Léa)

Les festivals d'été et d'automne 2020 tombent comme des mouches en ce moment, et le Luxembourg n'y échappe pas : festival de Wiltz remis à 2021, Koll an Aktioun remis sur les ondes radio publiques, Monodrama Festival reporté et on en passe. La crise de la Covid-19 et le confinement qui va avec ont signé l'arrêt de mort temporaire de toute l'industrie culturelle et événementielle, qui maintenant découvre ses fractures sociales et statutaires à la lumière de ces événements. Déjà avant cette catastrophe inimaginable, il y a encore quelques mois, il était de notoriété publique que dans le secteur culturel chacun bricolait un peu dans son coin et que les appels réguliers à plus de solidarité se perdaient vite dans le désert. Alors comment font les salles de concert, les établissements publics et les théâtres ?

Pour ces derniers, c'est Claude Mangen qui prend la parole. Président de la Theater Federatioun depuis quelques heures seulement – la fédération avait divisé la présidence en deux, Mangen ayant repris le flambeau de son prédécesseur Nicolas Steil cette semaine –, il est conscient de la complexité de la situation en répondant aux questions du woxx ce mercredi après-midi : « C'est très difficile de trouver une ligne pour tout le monde. Chaque maison a mis en place ses propres dispositions. La fédération s'est chargée de faire la synthèse de toutes les procédures et d'en sortir des recommandations. Nous avons attendu aussi d'être fixés sur le programme du déconfinement, et quand nous avons entendu que rien ne sera possible avant la fin juillet, nous avons compris que nos saisons étaient mortes », dit-il. La fédération et le réseau des maisons de la culture décentralisées se sont rapprochés en temps de crise, avec une réunion sur Zoom « très intensive » par semaine. Il est vrai que les incertitudes qui pèsent sont lourdes et multiples : « Personne ne va présenter un nouveau programme avant l'été. Et il reste toujours la peur d'une deuxième vague du virus en automne, qui nous ferait repartir en confinement », estime Mangen. « Nous ne pouvons rien sans des décisions conséquentes de la part du ministère de la Santé et de l'État. »

La situation est d'autant plus compliquée pour certaines maisons que le chômage partiel y est impossible : « C'est le conventionnement qui l'interdit. L'État ne peut pas se rembourser lui-même, c'est un non-sens. Certains de nos membres l'ont envisagé tout de même, mais le risque est grand qu'ils doivent rendre cet argent. » Pour ce qui est de la communication avec l'État et surtout avec le ministère de la Culture, Mangen la juge excellente : « Ils réagissent vite et bien. Et essaient comme nous de naviguer entre législation existante et état de crise, où nous tombons de temps en temps sur des paradoxes. La Theater Federatioun leur avait envoyé une lettre commune avec des questions de tous nos membres, y compris l'Aspro, qui regroupe les intermittents et les équipes techniques, et nous avons eu très vite une réunion avec les responsables du ministère et des réponses à nos questions les plus pressantes. » En général, la politique culturelle se montre très coulante avec le secteur conventionné ; il est vrai aussi qu'il n'y a pas que des pertes, mais aussi de l'argent non dépensé en chambres d'hôtel, voyages ou per diem pour les artistes.

La culture est d'utilité publique

Mangen voit-il tout de même le risque que l'un-e ou l'autre des membres de la fédération, qui regroupe les théâtres municipaux, privés et les compagnies itinérantes, doive mettre la clé sous le paillason à cause de la crise ? « Absolument pas », rétorque-t-il. « Nous devons aller encore plus de l'avant, faire plus de bruit pour faire entendre nos revendications. Nous sommes d'utilité publique et pertinents pour la société ! Je regrette d'ailleurs qu'aucune conférence de presse gouvernementale pendant la crise n'ait touché un mot du secteur culturel. On parle des coiffeurs, des grandes surfaces et du contrôle technique, mais pas de nous. » Pour le nouveau président de la fédération, il n'est pas envisageable que les conventions ou les

subventions soient baissées à cause de la crise. Il prévient même : « Nous n'attendrons pas gentiment qu'on nous convoque pour nous faire entendre. » Généralement, Mangen voit aussi des aspects positifs à la situation : « Malgré la lourdeur de la structure de notre fédération, nous avons pu avancer vite. Je pense que cette crise peut être bénéfique pour la Theater Federatioun, parce qu'elle nous force à nous confronter avec nous-mêmes. Et nous faisons en effet des progrès très créatifs, en remettant en question des choses fondamentales. »

De l'autre côté du comptoir, nous retrouvons le premier conseiller au ministère de la Culture, Jo Kox. Philosophe comme on le connaît, il fait sa propre synthèse de la situation : « Il y a une certaine perversité dans ce que nous découvrons : dans la crise, l'industrie culturelle est dépendante des ministères des Classes moyennes et de l'Économie et doit donc s'adapter au monde de l'économie, mais le problème est que ce même secteur dépend en grande partie des subsides et conventions du ministère de la Culture. » Pour l'instant, Kox et ses équipes sont toujours occupés « à jouer les pompiers » pour mettre à l'abri les plus précaires. « Certes, nous avons directement mis en place des aides pour les intermittent-e-s et les personnes au statut d'artiste, mais nous constatons qu'il y en a encore qui restent sur le côté. C'est pourquoi nous menons une enquête avec des associations du secteur pour voir ce qu'on pourra faire », précise-t-il. « Ces associations, l'AALP (pour les artistes plasticien-ne-s), l'Aspro (pour les intermittent-e-s et technicien-ne-s du théâtre), Lars (réalisatrices, réalisateurs et scénaristes), Actors.lu et l'Alpa, vont faire un recensement de leurs pertes probables. Nous allons conférer avec elles et faire passer le message aux ministères des Classes moyennes et de l'Économie. » D'ailleurs une union luxembourgeoise des associations du secteur culturel vient de se fonder – un signe que la scène est en pleine ébullition.



© Casino Luxembourg

Kox, comme Mangen, constate qu'en temps de crise la communication parfois lourde entre ministères, fonctionnaires et public s'est améliorée en vitesse et en efficacité : « J'ai été agréablement surpris du fait que le secteur culturel n'a pas été oublié par les autres ministères et que, dans leurs démarches, ils ont essayé de l'inclure. » Inclure le plus de monde possible reste donc la priorité numéro un du ministère de la Culture, même si Kox reconnaît que pour certains secteurs c'est difficile, notamment dans l'industrie du film, avec des indépendant-e-s qui vivent de projet en projet. Mais ce faisant, le conseiller de la ministre découvre du nouveau chaque jour : « C'est un aspect positif de l'état de crise : nous voyons mieux tous les aspects des aides que nous donnons et les lacunes du système apparaissent plus clairement. C'est clair que beaucoup de choses vont changer à l'avenir. » Une des lacunes identifiées par Kox est l'assurance santé, où le Luxembourg ne dispose pas de modèle spécifique pour artistes et indépendant-e-s, au contraire des « Künstlerkrankenkassen » qui existent en Allemagne, notamment en Bavière. « C'est que notre système, notamment pour la Sécurité sociale ou la Chambre des métiers, ne reconnaît toujours pas les métiers hybrides, des gens par exemple qui peuvent être employés communaux à temps partiel et se concentrer sur une carrière dans la musique le reste du temps. Il faudra repenser tout cela », remarque-t-il, en ajoutant : « Certains destins isolés qui tombent hors des mailles du système ne sont pas forcément beaux à voir. »

Mais pour les établissements publics et autres institutions culturelles de plus grande taille, l'avenir s'annonce difficile aussi : « Comment chiffrer les vraies pertes ? Qu'est-ce qui est à compenser et comment ? » sont des questions auxquelles il faudra évidemment trouver des réponses.

Désormais sans comptoir, mais connaissant la situation sur le terrain mieux que d'autres, c'est à Luka Heindrichs, un des patrons du Gudde Wëllen, café-concert bien connu de la capitale, que nous donnons la parole en dernier. L'établissement a dû fermer ses portes depuis plus d'un mois déjà : « Nous avons directement mis notre équipe au chômage partiel, huit personnes donc, qui se partageaient quatre tâches et demie. En tant qu'indépendants, mon partenaire et moi sommes pour l'instant sans revenus. Nous arrivons pour l'instant à nous maintenir grâce au [fundraiser](#) (dont 50 pour cent des dons vont à l'association Catch a Smile, ndr) que nous avons immédiatement mis en place au début du confinement », explique-t-il.

L'assurance-santé : une des lacunes pour artistes indépendant-e-s

En ce qui concerne le loyer, il a fait opposition : « Nous payons notre loyer à la brasserie Diekirch, qui elle loue aux Bâtiments publics. Alors que la Ville



de Luxembourg et d'autres communes ont fait un geste envers les commerces qui louaient chez elles, l'État n'a pas bougé pour l'instant », constate-t-il. Et même si le Gudde Wëllen avait fait une bonne saison jusque-là, il ne sait pas exactement combien de temps il pourra tenir : « C'est que la partie vraiment grasse de la saison vient de nous échapper : le marathon, la Fête de la musique et la fête nationale. C'étaient les trois occasions qui nous permettaient de passer l'été – nous qui déjà avons le handicap de ne pas avoir de terrasse. »

Du point de vue des aides, le Gudde Wëllen a bien reçu les 5.000 euros d'urgence, mais ça ne l'aidera pas à surmonter toutes les difficultés. Surtout que la reprise s'annonce complexe : « Ce que nous craignons le plus, ce sont des demi-mesures : on peut rouvrir, mais sans nuits blanches ou sans concerts par exemple. Et puis on ne sait pas comment le public va réagir si le ministère donne la consigne d'éviter des lieux comme le Gudde Wëllen. Je peux comprendre l'aspect sanitaire, mais d'un point de vue économique, ça nous tue. » Pour l'instant, le Gudde Wëllen ne reçoit pas d'aides du ministère de la Culture ni de la Ville de Luxembourg. Mais l'idée de se faire payer une partie de la programmation par l'administration communale, comme c'est le cas à Paris déjà, est peut-être en train de se frayer un chemin. Entre-temps, restons sur le constat que dans la culture, décidément, ce ne sera pas comme avant non plus.

Cet article vous a plu ?

Nous offrons gratuitement nos articles avec leur regard résolument écologique, féministe et progressif sur le monde. Sans pub ni offre premium ou paywall. Nous avons en effet la conviction que l'accès à l'information doit rester libre. Afin de pouvoir garantir qu'à l'avenir nos articles seront accessibles à quiconque s'y intéresse, nous avons besoin de votre soutien – à travers un abonnement ou un don : woxx.lu/support.

Hat Ihnen dieser Artikel gefallen?

Wir stellen unsere Artikel mit unserem einzigartigen, ökologischen, feministischen, gesellschaftskritischen und linkem Blick auf die Welt allen kostenlos zur Verfügung – ohne Werbung, ohne „Plus“-„Premium“-Angebot oder eine Paywall. Denn wir sind der Meinung, dass der Zugang zu Informationen frei sein sollte. Um das auch in Zukunft gewährleisten zu können, benötigen wir Ihre Unterstützung; mit einem Abonnement oder einer Spende: woxx.lu/support.

www.tageblatt.lu

Date: 23-04-2020

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 2300

https://www.tageblatt.lu/?p=816181&post_type=post

Krisenzeit / Friseurgruppe Ferber bereitet sich auf Wiedereröffnung vor



[Die Scheren und Käme der Friseure müssen erst mal noch stillliegen \(Foto: Editpress-Archiv\)](#)

Ein Friseurbesuch steht für viele unter uns regelmäßig auf dem Programm. Aufgrund der jetzigen Situation müssen die Haare erst mal länger werden. Doch auch bei der Wiedereröffnung wird ein Friseurtermin nicht mehr so sein wie davor. Wie Friseure sich darauf vorbereiten, hat Jean-Marie Ferber dem Tageblatt erzählt.

„Wir machen uns warm für den 2. Mai oder, wenn es sein muss, den 4. Mai. Wenn es der Regierung nach geht, wird es eher der 11. Mai sein“, sagt Jean-Marie Ferber im Interview per Videochat. Welcher Tag es nun wirklich sein wird, steht noch nicht offiziell fest. Momentan gebe es ein Tauziehen zwischen der „Fédération des artisans“, der „Chambre des métiers“ und der Regierung.

Jean-Marie Ferber und seine Frau sowie ihre Kinder Laura und Lionel, die den Betrieb übernehmen werden, sind die Köpfe hinter der Ferber-Gruppe mit 13 Salons und mehr als 170 Mitarbeitern. „Wir ersticken an den laufenden Kosten“, gibt Ferber zu. Monatlich fallen 400.000 Euro Fixkosten an, darunter die Arbeitgeberbeiträge für die Löhne der Angestellten – obwohl sie sich in Kurzarbeit befinden. Dazu kommen die Miete und Werbeverträge oder auch noch die Zahlungen für Computerprogramme. Lange würden sie diese Situation nicht mehr durchhalten, dann müssten sie Kredite aufnehmen. „Noch kann ich ruhig schlafen, aber nicht mehr, wenn wir mit einem neuen Schuldenberg eröffnen müssen.“

Heftiger Neustart erwartet

Im Falle der Wiedereröffnung sei zudem mit zusätzlichen Kosten zu rechnen: Ein Friseur soll nur noch an einem Kunden arbeiten und kann nicht Haare waschen oder föhnen von anderen übernehmen. Im Salon sollen weniger Mitarbeiter vor Ort sein und in zwei Teams aufgeteilt werden. Auch an den Schulschließungen muss sich der Geschäftsführer orientieren, denn es fehlen einige Mitarbeiter, die aus familiären Gründen Urlaub nehmen müssen. Mit diesen Maßnahmen kann nur etwa noch ein Drittel von dem sonst üblichen gearbeitet werden. Da sei es schwer, Gewinn erzielen zu können, so der Friseurmeister.



Jean-Marie Ferber und seine beiden Kinder Lionel und Laura, die das Unternehmen in vierter Generation übernehmen werden Foto: Jean-Marie Ferber
Ein weiteres Beispiel sind die Friseurumhänge und Handtücher. Da diese bei 60 Grad gewaschen werden müssen, dauert das Waschprogramm länger und es muss mit viel mehr Material gearbeitet werden. Als Lösung dafür haben sie sich für Wegwerf-Umhänge aus Scrummi entschieden, die biologisch abbaubar sind. Doch dadurch wird eine Menge zusätzlicher Abfall produziert.

Ferber rechnet damit, bis zu 20 Prozent seiner vorherigen Kundschaft zu verlieren, da diese in der Krisenzeit andere Mittel und Wege gefunden haben. „Vielleicht haben sie eine passende Farbe in den Einkaufszentren gefunden oder sich einen Haarschneider gekauft.“ Doch genauso gut kann es sein, dass sie viele missglückte Haarexperimente geradebiegen müssen.

Der Anfang und der Ansturm könnte jedenfalls heftig ausfallen. Er bekomme viele Anrufe von Menschen, die sich Sorgen um ihre Haare machen, sagt Ferber.

Schutzmasken für jeden Angestellten

Ein Friseurdienst für die älteren und gefährdeten Menschen im eigenen Zuhause anbieten zu können, ist gerade in Planung. „Es gehört zu unserer Aufgabe, dass sich die Menschen wohlfühlen und sich weiter im Spiegel anschauen können.“ Wie dies konkret umgesetzt werden kann, steht noch nicht fest. Die Friseure müssen wahrscheinlich ähnliche Schutzmaßnahmen ergreifen wie die häuslichen Pflegedienste.

Zusätzlich zu den anderen Maßnahmen hat Ferber Anweisungen ausgearbeitet, wie in Zukunft desinfiziert werden soll. „Bereits jetzt desinfizieren wir genau so, wie es ein Krankenhaus in normalen Zeiten auch handhabt. Seit HIV haben wir Maßnahmen ergriffen, die exemplarisch sind.“ Zusätzlich soll nach jedem Kunden dessen Sitzplatz sowie alles, mit dem er in Kontakt gekommen ist, desinfiziert werden.

Die Mitarbeiter der Ferber-Gruppe haben 20 DIN-A4-Seiten mit Vorschlägen ausgearbeitet, die es möglich machen sollen, unter den gegebenen Bedingungen zu arbeiten. „Ich wollte vorher wissen, wie es um die Akzeptanz bei den Angestellten steht, um in dieser Gefahr wieder mit der Arbeit anzufangen.“ Doch sie seien froh, wenn sie wieder arbeiten könnten.

Wir ersticken an den laufenden Kosten

Jean-Marie Ferber, Friseurmeister und Inhaber der Ferber-Gruppe



Seit einem Monat versuchen sie Schutzmasken zu bekommen. Die Regierung hat bereits eine gewisse Anzahl bereitgestellt. Jedem Friseur sollen zwei Stück pro Tag zur Verfügung gestellt werden. Der Kunde soll seine eigene mit zum Friseurtermin bringen. Plexiglas an den Kassen soll zusätzlichen Schutz bieten.

Zwei Meter Distanz nicht machbar

Handschuhe sieht Ferber als nicht absolut notwendig an. Bei manchen Arbeiten tragen Friseure sowieso welche, doch sie seien nicht bei jeder Arbeit sinnvoll und würden in dieser Situation eine falsche Sicherheit geben. „Wenn wir damit am Haar arbeiten, haben wir kein Gefühl in den Fingern.“ Außerdem reagiere das Virus auf Tenside und Tenside gebe es in allen Shampoos und Putzmitteln. Demnach sei das Virus nach dem Haarewaschen nicht mehr aktiv, wenn auch nicht verschwunden. Wenn allerdings ein Kunde darauf bestehe, würde das Personal selbstverständlich Handschuhe tragen. Zusätzlich werden die Friseure angehalten, den Kunden nicht ins Gesicht zu fassen.

Im Salon zwei Meter Abstand zu halten, sei nicht möglich, da nun mal am Kopf gearbeitet wird. Toiletten und Türgriffe müssen in Zukunft mindestens dreimal pro Tag desinfiziert werden und auch im Pausenraum darf sich nur noch eine Mindestanzahl von Mitarbeitern gleichzeitig aufhalten. Die Arbeitszeit zu verlängern, um weniger Kunden auf einmal im Salon zu haben, sei nur bedingt umsetzbar, da sich viele der Zweigstellen in großen Einkaufszentren befinden.

Die Mitarbeiter werden vor der Wiedereröffnung weitergebildet und sind angehalten, die neuen Regeln strikt einzuhalten. Trotz aller Vorsichtsmaßnahmen sind sie darauf angewiesen, dass sich Kunden später bei ihnen melden, falls sie auf einmal Symptome zeigen sollten. „Ich möchte nicht, dass jemand sagt, er habe sich in einem meiner Salons infiziert. Dann haben wir einen ganz schlechten Stand.“

https://paperjam.lu/article/guy-kirsch-boucher-pur-jus-mai?utm_medium=email&utm_campaign=Paperjam_Foodzilla_20200423&utm_content=Paperjam_Foodzilla_20200423+CID_00683f28b25f0acdaa77458adb9b64a3&utm_source=Newsletter&utm_term=LIRE

LIFESTYLE & VIE PRATIQUE — Foodzilla

OUI, CHEF!

Guy Kirsch: boucher pur jus, mais pas que!



Écrit par Fabien Rodrigues

Publié Le 23.04.2020 • Édité Le 24.04.2020

Partager



Guy Kirsch est un boucher engagé, convaincu que son métier peut rimer avec un grand respect de l'animal. (Photo: Kirsch le Boucher / Graphisterie Générale)

Artisan à la stature imposante et couvert de tatouages, Guy Kirsch fait partie des incontournables de la boucherie luxembourgeoise. Entre respect de l'animal, tradition et vision à long terme, il a su tirer son épingle du jeu.

Quel est le parcours du boucher le plus tatoué de Luxembourg?

Guy Kirsch. – «Je n'ai pas toujours été tatoué, mais je crois avoir toujours été boucher... Je viens de la Moselle luxembourgeoise, d'un milieu modeste. Tout petit, je passais mon temps à courir dans les champs et les fermes voisines, où j'ai appris à connaître et à aimer les animaux, de la naissance à l'abattage. C'est un cycle qui m'a toujours semblé naturel. Je n'avais pas d'autre idole que le boucher du village voisin, que je regardais travailler... J'ai été abatteur avant d'être boucher, et j'ai tué ma première bête alors que mes copains étaient encore sur les bancs de l'école. Ça peut sembler choquant aujourd'hui, mais je tiens à être sincère: tu ne peux pas être un bon boucher si tu ignores ce qui se passe avant de travailler ta matière première. Ensuite, j'ai effectué une formation de boucher-charcutier, en faisant mon apprentissage et en décrochant mon premier emploi chez le boucher Kaiffer, au cœur de la ville de Luxembourg, qui m'a appris les gestes de l'artisan-boucher. J'ai ouvert mes deux premières boucheries-charcuteries la même année, puis une troisième... Nous devions ouvrir notre huitième boucherie à Steinfort cette année, en collaboration avec le Pall Center. Mais le Covid-19 est passé par là...

Quelle est la «patte» Guy Kirsch, et quelles sont les valeurs de votre entreprise?

«La simplicité, l'amour du travail bien fait et le respect. Ce sont des valeurs qui sont à la base de tout ce que j'entreprends. J'ai une vraie admiration pour le savoir-faire des anciens, de qui j'ai beaucoup appris. J'éprouve aussi un profond respect pour les animaux, ce qui peut sembler complètement paradoxal, voire même injurieux pour tout défenseur de la cause animale. Et pourtant, c'est ma façon de faire. Je suis très proche des éleveurs, ce qui me permet de suivre l'alimentation de leurs bêtes et la façon dont elles sont traitées. L'abattage est toujours une étape primordiale: les animaux sont transportés à l'abattoir sans subir de longs trajets (l'avantage du circuit court luxembourgeois), ils ont à manger et à boire, et sont exécutés sans attente, afin

de leur éviter tout stress inutile. Je ne connais pas d'autre méthode pour servir de la viande de bonne qualité. C'est pour cela aussi que je fais ce métier.

Vous avez effectué un démarrage en trombe avec le restaurant Bestial, à Grass. Comment se portait-il avant le confinement?

«Il se portait très bien! Le restaurant a été pris d'assaut dès son ouverture et n'a jamais désempli. Avec l'équipe Bestial, nous avons corrigé les erreurs commises au démarrage, et nous avons réussi à faire connaître la formule un peu particulière du restaurant: petit-déjeuner le matin, buffet le midi, à la carte le soir, et brunch le dimanche. Ce qui attire une clientèle très différente, selon les moments de la journée. Le but pour moi est de faire connaître à tout le monde ma viande de qualité, sans chichis, et les bons petits plats du terroir luxembourgeois.

Quel est l'impact de la crise sanitaire sur votre activité en général? Que proposez-vous encore au public?

«L'impact est très lourd. Vous savez que nous avons investi dans notre site d'exploitation à Grass, qui était opérationnel depuis quelques mois quand cette crise inédite est arrivée. C'est un choc important, auquel nous essayons de faire face avec courage et espoir de reprise. Du côté de Kirsch le Boucher, nous fonctionnons 'normalement' car l'activité n'a pas été brutalement stoppée, mais l'impact se fait sentir avec l'arrêt des restaurants que nous fournissons. Notre département traiteur est touché de plein fouet: les crèches et les écoles que nous approvisionnons d'habitude sont fermées. Toutes les fêtes de village auxquelles nous sommes régulièrement associés sont annulées sans report possible. **J'apprends aujourd'hui que la Schueberfouer, dont nous sommes partenaires, est annulée aussi**. C'est donc 100% d'inactivité pour ce département, qui souffre fortement de la situation. Du côté de nos restaurants, Aal Schoul, à Hobscheid, est fermé. Bestial, par contre, propose une carte de plats à emporter ou à se faire livrer, avec des menus pour le dimanche et les occasions

spéciales. Notre volonté est de continuer à servir nos clients et de permettre à nos employés de travailler, même en partie. Nous ne pouvons pas nous permettre de baisser les bras!

Quel serait votre projet de collaboration de rêve?

«J'adore les tables étoilées et les découvertes culinaires... Mais si je devais aujourd'hui rêver d'une collaboration, ce ne serait pas avec quelqu'un de célèbre. Plutôt avec un fermier local avec lequel je pourrais faire l'élevage et l'abattage de façon autonome. Bœuf, porc, poulet, agneau... Je proposerais la viande et les charcuteries d'après ce que la petite ferme pourrait produire. Ni plus ni moins. Un retour aux sources, tout simplement!»

www.kirsch.lu

Vous n'êtes pas encore abonné à la newsletter hebdomadaire Paperjam Foodzilla? **C'est par ici!**

<https://www.letemps.ch/monde/silences-efficaces-grandduche>

Les silences efficaces du Grand-Duché

AUX FRONTIÈRES DU VIRUS (3/5)

Un aéroport d'où décollent sans cesse des avions-cargos pour approvisionner l'Europe en masques. Des militaires qui distribuent aux citoyens les équipements de protection. Vu de Belgique et de France voisines, le Luxembourg paraît un îlot d'ordre et de bonne gestion sanitaire face au Covid-19

L'armée luxembourgeoise est déployée. Pas de casques, ni de gilets pare-balles, ni de fusils. Juste trois tentes kaki installées sur le parking E de **l'aéroport du Grand-Duché (ci-dessous)**, d'où décolle à l'instant un Boeing 747 cargo à destination de la Chine. L'Etat de crise, déclaré le 18 mars à 18 heures, est un état de guerre en temps de paix.



Richard Werly

Aux soldats, mobilisés, le soin de distribuer aux entreprises et artisans du bâtiment les masques chirurgicaux qui leur permettent, depuis ce lundi 20 avril, de reprendre leurs chantiers. L'opération «masques» est à l'image du Luxembourg dans cette tourmente mondiale du Covid-19, qui secoue durement l'Union européenne dont rêva **Robert Schuman**, un de ses fondateurs, né en 1886 sur ces contreforts lorrains. **Une distribution sans fanfare (ci-dessous)**, mise sur pied au cordeau, à rendre jaloux Belgique et France voisines.



Richard Werly

Cinq masques par employé dans le secteur du bâtiment, premier à se remettre en marche. Cinq masques par résident grand-ducal, luxembourgeois ou étranger, acheminés par la poste cette semaine, via les communes. Le port de cette protection est, depuis lundi, obligatoire dans les transports publics.

Gilles Reding, responsable de l'opération pour la Chambre des métiers, a même été filmé samedi 18 avril par TF1: «Nous ne sommes pas un modèle. On fait juste les choses de notre mieux. Le Luxembourg est un petit pays qui ne craque pas. L'essentiel est de reprendre au plus vite le cours normal de notre vie économique. En prenant garde de ne pas se diviser.»



Le Luxembourg est une forteresse. Au sens propre. Les remparts de la ville qui domine la Lorraine lui ont permis, jadis, de préserver sa spécificité dans les grands chamboulements de l'histoire du continent. L'organisation, l'efficacité, et l'accueil à bras ouverts de toutes les banques du monde sur son plateau du Kirchberg, hérissé de hauts immeubles aussi modernes qu'austères, ont fait du Grand-Duché un allié et un rival financier de la Suisse, ou de la City de Londres. Bref, un coffre-fort que nous ne pensions pas pouvoir atteindre, partis de Roubaix, après un détour par la Wallonie belge.

Frontières ouvertes

Erreur. Les Luxembourgeois, irrémédiablement connectés à leurs voisins par le flux incessant de frontaliers, n'ont pas fermé leurs frontières. L'autoroute E411 Bruxelles-Luxembourg s'engouffre sans accroc, à partir de **l'aire frontalière de Sterpenich**, dans ce petit pays enserré dans l'étau géographique France-Belgique-Allemagne. Les policiers belges ne contrôlent, de l'autre côté, que les remontées vers Arlon et Namur.



Richard Werly

Frontière franchie à 16h12. Centre-ville de Luxembourg atteint à 16h28. Voiture garée à deux pas du palais grand-ducal. Un groupe de SDF fait la fête à la bière dans un square, devant un couple de marcheurs prudemment masqués. Les parterres de tulipes blanches et roses entourent la palissade des travaux en cours sur la place Guillaume-II. Les rails du futur tramway déchirent le bitume. Le silence du Covid, ici, paraît presque ordinaire.

L'Europe qui fonctionne

Le Grand-Duché est le visage de l'Europe qui fonctionne. Frontières ouvertes. Frontaliers toujours bienvenus. Reprise économique mise en avant. Ordre donné aux écoles d'envisager leur reprise au début de mai en divisant leurs classes et les cantines par deux. Antoinette Konsbruck-Hellinckx termine, masquée comme son mari, sa promenade quotidienne

près du principal hôpital de Luxembourg à l'entrée duquel un panneau redonne les chiffres de l'épidémie: 3550 cas confirmés, 627 personnes guéries, 73 décès.



Richard Werly

Antoinette (ci-dessus) connaît bien les lieux, fréquentés autrefois pour soigner un cancer. «L'équation est simple. Nous sommes 700 000 Luxembourgeois, et le pays dépend des étrangers, travailleurs ou investisseurs. S'organiser est à la fois simple et indispensable.» Avec le risque du grand écart. A Luxembourg, chaque entreprise en dessous de dix salariés a déjà reçu 5000 euros d'aide forfaitaire. Chaque indépendant a perçu 2500 euros. Soit bien plus qu'en France voisine et un peu mieux que dans les parages allemands de Sarrebruck ou Trèves.

«Dites quand même qu'on est solidaires. Personne ici ne veut d'une Europe délitée par le virus», nous avait confié l'ex-commissaire

européenne luxembourgeoise Viviane Reding au début de la crise. Exact. Plusieurs patients français, transférés de la Région Grand-Est voisine, restent en réanimation dans le grand bâtiment caché par une haie d'arbres.

Lire aussi: [Viviane Reding: «L'Europe n'a pas encore perdu la bataille du coronavirus»](#)

Reste ce silence, soudain rompu par une sirène. La police fait sa patrouille rituelle de 19 heures. L'armée, à l'aéroport, boucle ses tentes jusqu'au lendemain. La lutte anti-Covid-19, au Luxembourg, ne rime pas avec vacarme.

DE MAGAZIN FIR LËTZEBUERG
revue**Revue**Date: **22-04-2020**Page: **16-17**Periodicity: **Weekly**

Journalist: -

Circulation: **17 376**Audience: **55 300**Size: **1 016 cm²**

Ausbildungs-Lücke

Normalerweise zählen Praktika zum festen Bestandteil der nationalen schulischen und beruflichen Ausbildung. Mit dem Schließen der Schulen und einem Großteil der Unternehmen scheint sich nun an dieser Kreuzung eine Lücke aufzutun.

Das Leben eines Praktikanten ist hart. Ich kann das bezeugen, hat es mich jetzt doch schon zum zweiten Mal in die Fänge der revueschen Redaktion getrieben. Der Aufstieg in den zweiten Stock der Villa Hadir jeden Morgen ist für einen normalerweise auf einem Campus wohnenden Studenten bereits eine Anmaßung. Schlimmer wird es dann, wenn der Kollege aus dem Lifestyle seine Cola-Sucht auf den gebrechlichen Praktikanten-Beinen austragen lässt. Und mein Arbeitsplatz? Direkt neben den Kaffee-Maschinen! Zufall? Ich glaube nicht.

Neben den durchaus mit Humor zu verstehenden Erste-Welt-Problemen meines Praktikantenalltags, stellt die Covid-19-Pandemie den ein oder anderen angehenden Vollzeit-Schuftenden dann doch vor tatsächliche Hürden. So kann ich zwar aktuell meiner Tätigkeit im Home-Office nachgehen, doch sparen sie an meiner Hochschule in Stuttgart – typisch schwäbisch? – mit sinnvollen Beiträgen zu der aktuellen Situation. Dort diskutiert man lieber, ob das Arbeiten im Home-Office am Ende tatsächlich als Bestehen des praktischen Semesters anerkannt werden kann. Es könnte also sein, dass ich zurzeit nur des Arbeitens wegen arbeite. Um diesen dunklen Vorstellungen zu entkommen, musste ich wissen: Wie sieht die Situation meiner Artgenossen aus?

In einer ähnlichen Situation ist Dany Amorim Freitas. Der 23-Jährige studiert aktuell in seinem dritten Jahr Management an der Uni.lu in Esch Belval. Zum Abschluss seines Studiums war in diesem Semester ein Praktikum vorgesehen. Wie geplant trat er zu diesem Anfang Februar beim European Fund Administration S.A an und sollte auch über einen

Monat ohne Probleme als fester Bestandteil dessen Buchführungs-Abteilung fungieren. Doch am 17. März erreichte ihn nach seinem normalen Tag auf der Arbeit ein Anruf, in welchem ihm das vorübergehende Aus seines Praktikums mitgeteilt wurde. Bis auf weiteres war das Praktikum also abgebrochen. Dabei konnte Amorim Freitas nicht einmal auf die Gunst des Home-Office zurückgreifen. Für ihn galt von dem Tag an, zu Hause zu bleiben und abzuwarten.

Es könnte also sein, dass ich zurzeit nur des Arbeitens wegen arbeite.

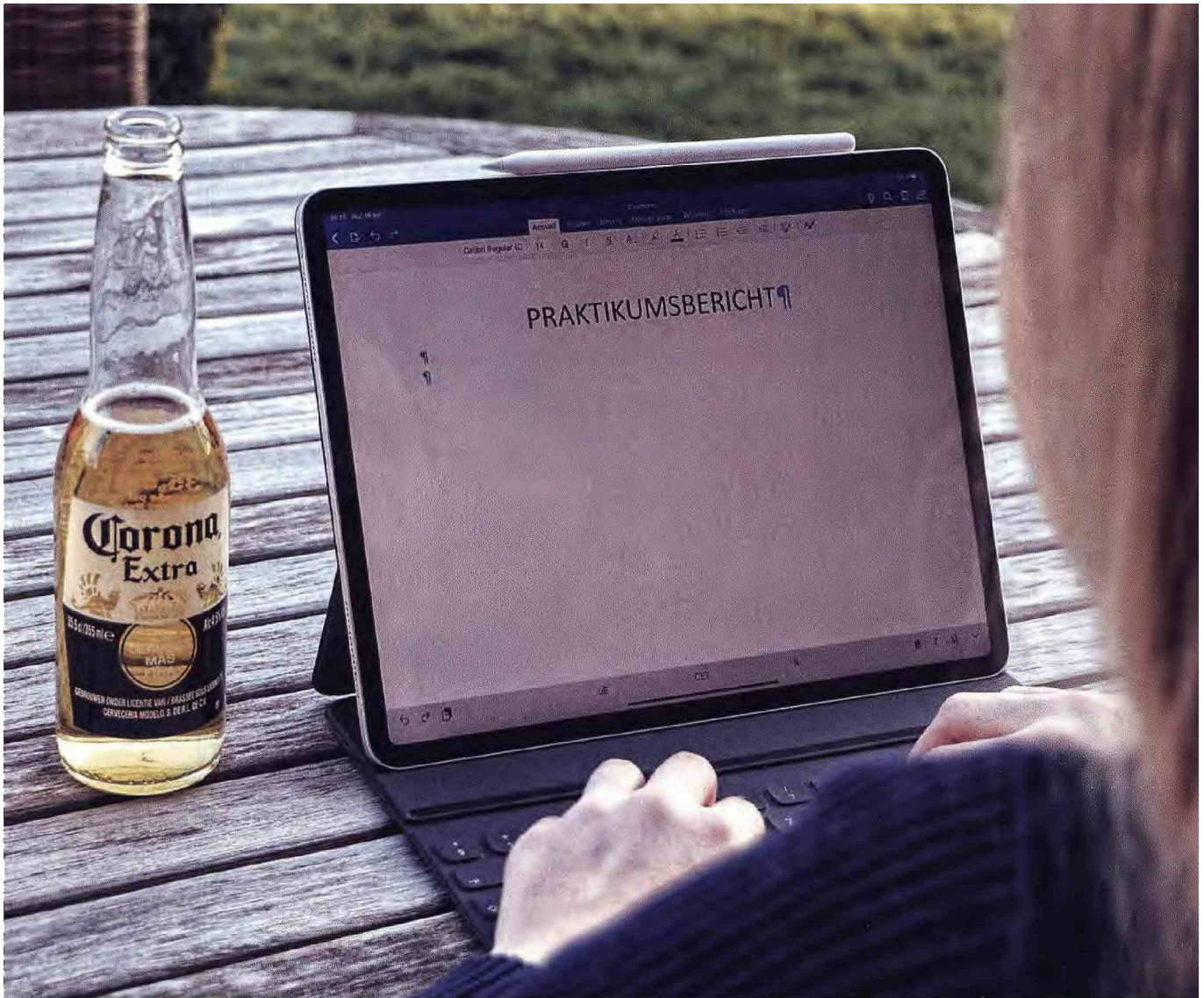
Zwar hat er mittlerweile die Zusage der Firma, dass er nach dem Ende der Ausgangsbeschränkungen die drei fehlenden Monate ohne weitere Schwierigkeiten durchführen könne, doch fehlt ihm aktuell eine klare Ansage seitens der Universität. „Ich hätte mir von der Universität etwas mehr Transparenz gewünscht. Anstatt uns nur darüber zu informieren, dass man über den Fall diskutiert, wären wir einfach gerne mit einigen Updates auf dem Laufenden gehalten worden“, sagt Amorim Freitas. Es geht ihm dabei vor allem um die Frage, ob das Praktikum anerkannt werden kann oder nicht. Dies hat für ihn nicht nur eine Auswirkung auf die nächsten Semester, sondern könnte auch seine Zukunftspläne durcheinander bringen. „Eigentlich will ich

nach meinem Bachelor noch einen Master in Buchführung machen. Doch wenn ich jetzt das Praxissemester wiederholen müsste und quasi ein Semester verlieren würde, müsste ich mir das nochmal überlegen“, erklärt der in der Hauptstadt ansässige junge Mann.

Obwohl er die Vorgehensweise seiner Universität als nicht optimal bezeichnet, ist Amorim Freitas zuversichtlich und geht davon aus, dass „die Universität da schon ein gewisses Fingerspitzengefühl zeigen wird und sich nicht unnötig gegen ihre Studenten stellt“. Aktuell sei das Schlimmste an der Situation, dass man nicht wisse wie es weiter geht. Studium, Praktikum oder Arbeit – das sind aktuell die Optionen von Amorim Freitas für das nächste Semester. Damit er sich nicht zu sehr mit diesen, aufgrund der ausstehenden Aussage seiner Uni, unnötigen Fragen befasst, versucht er derzeit bereits, an seinem Praktikumsbericht zu schreiben.

Etwas eindeutiger sieht die Praktikantenproblematik im Bereich der Handwerker aus. Auf eine Anfrage bei der „Chambre des Métiers“ hin erhielten wir lediglich die Antwort, dass aktuell alle Betriebe geschlossen und somit auch alle Praktika unterbrochen seien. Genauere Informationen dazu, welche Relevanz die Praktikanten gerade in dieser Branche tragen, wollte man zu diesem Zeitpunkt vermeiden, da „ein Großteil der Unternehmen aktuell um das Überleben kämpft und das Timing dementsprechend unpassend ist“.

Etwas detaillierter äußerte sich Frau Veronique Schaber aus dem Bildungsministerium. Die Direktorin des Service de la formation professionnelle (SFP) nennt



zwei verschiedene Arten der Praktika. „Auf der einen Seite wäre da die Vollzeit-ausbildung in der Schule, welche durch einzelne Praktika ergänzt wird, auf der anderen gibt es die Lehre, bei welcher der Auszubildende einen Lehrvertrag abschließt und Teile seiner Ausbildung im Betrieb und den anderen Teil in der Schule verbringt“, führt Frau Schaber aus. Die Bedeutung der Praktika liegt dabei vor allem darin, „das in der Schule erlernte theoretische Wissen in die Praxis umzusetzen und ein Gefühl für das tägliche Geschäft zu entwickeln“.

Am 16. März bereits entschieden sich Veronique Schaber und ihre Gesprächspartner aus der Chamber dazu, eine Entscheidung bezüglich der aktuellen Situation zu treffen. Relativ schnell konnte man sich hierbei darauf einigen,

alle Praktika abzubrechen. Interessanter als das Abbrechen der Praktika ist allerdings die Entscheidung, den betroffenen Schülern bzw. Auszubildenden die ausgefallenen Praktika gutzuschreiben, damit diese wie geplant in ihrem schulischen Ablauf fortfahren können. Die Entscheidung beinhaltet lediglich eine Ausnahme, welche sich auf Abschlussklassen bezieht: Hierbei will man die Fälle individuell betrachten und versuchen für jeden die ideale Lösung zu finden – ähnlich also wie bei Amorim Freitas, müssen sich auch hier die bevorstehenden Absolventen noch etwas gedulden.

Auch wenn befürchtet wird, dass ein wichtiger Bestandteil der schulischen Ausbildung durch das Ausfallen der Praktika verloren geht, bleibt Veronique

Schaber voller Hoffnung: „Man merkt, dass viele der Betroffenen große Sorge an den Tag legen. Ich gehe also davon aus, dass wir da viele Initiative sehen werden und schon gesehen haben, die verlorene Zeit wieder gewinnen zu können.“ Hierzu ließ es sich Frau Schaber nicht nehmen nochmal zu unterstreichen, dass Praktika auch durchaus außerhalb der Schulzeiten erstrebenswert seien und oftmals auch von Unternehmen sehr willkommen geheißen werden. Prinzipiell braucht man sich also keine Sorgen um den Zustand der Luxemburger Praktikanten und deren Zukunft zu machen. Es dürfte demnach aufgrund der aktuellen Situation nur für die wenigsten ein längerer Weg zum Diplom sein.

Text: Daniel Balthes | Foto: Gilles Neuman

www.lequotidien.lu

Date: 21-04-2020

Periodicity: Continuous

Journalist: -

Circulation: 0

Audience: 6859

<https://lequotidien.lu/economie/luxembourg-retour-de-lactivite-et-chomage-en-hausse/>

Luxembourg : retour de l'activité et chômage en hausse

Auteur : [Hubert Gamelon](#) Dans [Economie](#) Mis à jour le 21/04/20 14:39 | Publié le 21/04/20 10:06

Les chantiers ont bien rouvert lundi au Luxembourg (Photo : Fabrizio Pizzolante).

Tout au long du week-end, la Chambre des métiers, avec le soutien de l'armée luxembourgeoise, a distribué des masques à destination des 95 000 travailleurs de l'artisanat et de la construction.

Dans le détail, c'est un peu moins de 600 000 masques qui ont trouvé preneur en quelques jours pour équiper la main-d'œuvre de cinq masques par salarié. De son côté, la Chambre de commerce a fait savoir que la distribution pour les entreprises hors artisanat était en cours. Les quelque 60 000 entreprises du pays vont les recevoir gratuitement par la poste. Autrement dit, les trois quarts des salariés du pays vont recevoir quelque deux millions de masques.

Pour des milliers de travailleurs, ce début de semaine avait presque un air de rentrée avec le retour de l'activité pour le secteur de la construction et de l'artisanat. Mais l'ambiance est bien différente d'une rentrée de septembre. «Nous n'avons pas de souvenirs de vacances à échanger, et quand bien même, nous devons garder nos distances, commente Diego, employé de bureau dans une entreprise de construction. On a des masques et du gel hydroalcoolique, certains ont dû changer de place de bureau. Nous sommes encore en équipe restreinte, il y a encore du télétravail et des congés pour raisons familiales. Et puis, on ne peut pas (re)démarrer un chantier ou un projet dans l'heure. Il faudra sans doute encore du temps avant de retrouver la même ambiance qu'auparavant.» Pour Sammy, qui travaille sur un chantier en ville, c'est encore l'inconnu : «Il faut encore que je me renseigne, je ne sais pas trop comment ça va s'organiser. Si on doit porter un masque sur le chantier ou non et si les masques faits maison suffisent. Faut également voir comment on va pouvoir travailler avec un masque. Sur un chantier, on doit quand même communiquer, parler et crier avec les autres pour se coordonner. Il y a aussi la question du confort : c'est pas forcément évident de travailler avec un masque. Mais, on verra, peut-être que c'est tout le contraire.»

Le chômage au plus haut

Si l'activité va doucement reprendre avec la stratégie de sortie de confinement du gouvernement, le virus a laissé des traces de son passage sur le taux de chômage.

Avec 18 398 demandeurs d'emploi résidents disponibles, l'Adem a constaté au mois de mars une hausse de 2 728 personnes, soit de 17,4 %. Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, s'établit à 6,1 %. Avant la crise, il était stabilisé autour de 5,5 %. Il faut remonter jusqu'en mars 2014 pour atteindre un nombre de demandeurs d'emploi supérieur, avec un chiffre de 18 448.

L'Adem souligne dans son communiqué mensuel que la hausse importante du mois de mars est en lien direct avec la crise sanitaire et notamment l'arrêt des chantiers. «Cette hausse est intervenue pendant la semaine du 16 mars, à la suite du confinement annoncé par le gouvernement. L'afflux est principalement dû aux travailleurs intérimaires de la construction, secteur totalement à l'arrêt depuis lors. Pendant la semaine du 23 mars, les ouvertures de dossiers sont retombées au niveau observé au début du mois», explique l'Agence pour le développement de l'emploi.

Dans le détail, l'Adem a ouvert 3 142 nouveaux dossiers de demandeurs d'emploi résidents, soit une hausse de 25,2 % par rapport à mars 2019.

Les mesures pour l'emploi sont à l'arrêt



En plus de l'arrêt des chantiers, les employeurs embauchent beaucoup moins du fait de l'arrêt de plusieurs secteurs économiques comme l'Horeca ou encore le commerce. «Le marché du travail tournant au ralenti, les demandeurs d'emploi peinent à retrouver un emploi, et sortent moins vite du chômage», souligne l'Adem. Cela se retrouve dans les statistiques, puisqu'au mois de mars, les employeurs ont déclaré 2 412 postes vacants à l'Agence pour le développement de l'emploi, ce qui correspond à une baisse de 35,1 % par rapport à mars 2019. À noter que la grande majorité de ces postes, 72 %, ont été déclarés pendant la première quinzaine du mois de mars.

L'Adem explique également qu'en raison de l'adaptation de son organisation de travail en lien avec la crise sanitaire, les données détaillées sur l'emploi ne peuvent pas être tenues «à jour d'une manière aussi précise qu'avant la crise» en ce qui concerne «les registres des demandeurs d'emploi, en particulier en ce qui concerne les clôtures de dossiers».

On remarque d'ailleurs dans les chiffres clés de l'agence pour le mois de mars que le nombre de dossiers clôturés, quelle que soit la raison, est ainsi tombé de 2 935 à 1 942.

Enfin, les mesures pour l'emploi sont à l'arrêt. L'Adem précise que «si les personnes qui se trouvent en mesure voient celle-ci prolongée, depuis la deuxième quinzaine de mars, quasiment plus personne n'a commencé une nouvelle mesure». Le nombre de bénéficiaires d'une mesure pour l'emploi s'établit à 4 148 au 31 mars 2020, une baisse de 175 personnes sur un an.

Jérémy Zabatta

btp.chantiers.economie.luxembourg 2020-04-21

**Le Quotidien**

Date: 21-04-2020

Page: 4

Periodicity: Daily

Journalist: Jeremy Zabatta

Circulation: 8 214

Audience: 25 750

Size: 719 cm²

Retour de l'activité et chômage en hausse

Tandis que depuis hier le travail a repris ses droits dans le secteur de la construction, même si l'ambiance y reste lourde, le chômage a explosé au mois de mars au Grand-Duché.

De notre journaliste
Jeremy Zabatta

Tout au long du week-end, la Chambre des métiers, avec le soutien de l'armée luxembourgeoise, a distribué des masques à destination des 95 000 travailleurs de l'artisanat et de la construction.

Dans le détail, c'est un peu moins de 600 000 masques qui ont trouvé preneur en quelques jours pour équiper la main-d'œuvre de cinq masques par salarié. De son côté, la Chambre de commerce a fait savoir que la distribution pour les entreprises hors artisanat était en cours. Les quelque 60 000 entreprises du pays vont les recevoir gratuitement par la poste. Autrement dit, les trois quarts des salariés du pays vont recevoir quelque deux millions de masques.

Pour des milliers de travailleurs, ce début de semaine avait presque un air de rentrée avec le retour de l'activité pour le secteur de la construction et de l'artisanat. Mais l'ambiance est bien différente d'une rentrée de septembre. **«Nous n'avons pas de souvenirs de vacances à échanger, et quand bien même, nous devons garder nos distances, commente Diego, employé de bureau dans une entreprise de construction. On a des masques et du gel hydroalcoolique, certains ont dû changer de place de bureau. Nous sommes encore en équipe restreinte, il y a encore du télétravail et des congés pour raisons familiales. Et puis, on ne peut pas (re)démarrer un chantier ou un projet dans l'heure. Il faudra sans doute encore du temps avant de retrouver la même ambiance qu'auparavant.»** Pour

Samy, qui travaille sur un chantier en ville, c'est encore l'inconnu : **«Il faut encore que je me renseigne, je ne sais pas trop comment ça va s'organiser. Si on doit porter un masque sur le chantier ou non et si les masques faits maison suffisent. Faut également voir comment on va pouvoir travailler avec un masque. Sur un chantier, on doit quand même communiquer, parler et crier avec les autres pour se coordonner. Il y a aussi la question du confort : c'est pas forcément évident de travailler avec un masque. Mais, on verra, peut-être que c'est tout le contraire.»**

Le chômage au plus haut

Si l'activité va doucement reprendre avec la stratégie de sortie de confinement du gouvernement, le virus a laissé des traces de son passage sur le taux de chômage.

Avec 18 398 demandeurs d'emploi résidents disponibles, l'Adem a constaté au mois de mars une hausse de 2 728 personnes, soit de 17,4 %. Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, s'établit à 6,1 %. Avant la crise, il était stabilisé autour de 5,5 %. Il faut remonter jusqu'en mars 2014 pour atteindre un nombre de demandeurs d'emploi supérieur, avec un chiffre de 18 448.

L'Adem souligne dans son communiqué mensuel que la hausse importante du mois de mars est en lien direct avec la crise sanitaire et notamment l'arrêt des chantiers. «Cette hausse est intervenue pendant la semaine du 16 mars, à la suite du confinement annoncé par le gouvernement. L'afflux est principalement dû aux travailleurs intéri-

maires de la construction, secteur totalement à l'arrêt depuis lors. Pendant la semaine du 23 mars, les ouvertures de dossiers sont retombées au niveau observé au début du mois», explique l'Agence pour le développement de l'emploi.

Dans le détail, l'Adem a ouvert 3 142 nouveaux dossiers de demandeurs d'emploi résidents, soit une hausse de 25,2 % par rapport à mars 2019.

Les mesures pour l'emploi sont à l'arrêt

En plus de l'arrêt des chantiers, les employeurs embauchent beaucoup moins du fait de l'arrêt de plusieurs secteurs économiques comme l'Horeca ou encore le commerce. «Le marché du travail tournant au ralenti, les demandeurs d'emploi peinent à retrouver un emploi, et sortent moins vite du chômage», souligne l'Adem. Cela se retrouve dans les statistiques, puisqu'au mois de mars, les employeurs ont déclaré 2 412 postes vacants à l'Agence pour le développement de l'emploi, ce qui correspond à une baisse de 35,1 % par rapport à mars 2019. À noter que la grande majorité de ces postes, 72 %, ont été déclarés pendant la première quinzaine du mois de mars.

L'Adem explique également qu'en raison de l'adaptation de son organisation de travail en lien avec la crise sanitaire, les données détaillées sur l'emploi ne peuvent pas être tenues «à jour d'une manière aussi précise qu'avant la crise» en ce qui concerne «les registres des demandeurs d'emploi, en particulier en ce qui concerne les clôtures de dossiers».

On remarque d'ailleurs dans les chiffres clés de l'agence pour le mois de mars que le nombre de



dossiers clôturés, quelle que soit la raison, est ainsi tombé de 2 935 à 1 942.

Enfin, les mesures pour l'emploi sont à l'arrêt. L'Adem précise que «si les personnes qui se trouvent en mesure voient celle-ci prolongée, depuis la deuxième quinzaine de

mars, quasiment plus personne n'a commencé une nouvelle mesure».

Le nombre de bénéficiaires d'une mesure pour l'emploi s'établit à 4 148 au 31 mars 2020, une baisse de 175 personnes sur un an.



Photo : julien garroy

Depuis hier, les chantiers peuvent reprendre dans l'ensemble du pays.

**www.infogreen.lu**Date: **21-04-2020**Periodicity: **Continuous**

Journalist: -

Circulation: **0**Audience: **1000**<https://www.infogreen.lu/local/cache-vignettes/L1200xH500/arton13323-0d6b8.jpg?1587482153>**Conférence en ligne - Chantiers numériques**

La Chambre des Métiers et l'[Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment \(IFSB\)](#) vous invite à une conférence en ligne sur les chantiers numériques, notamment le BIM pour les petites et moyennes entreprises et les rapports de chantier digitalisés.

28/04/2020 16h00

La transition digitale ne s'arrête pas devant les sites de construction. L'émergence du Building Information Modeling (BIM) qui vise à simplifier la conception, la réalisation et l'exploitation d'un projet de construction à l'aide d'une maquette numérique qui contient toutes les informations pertinentes sur les objets modélisés ne concerne pas que les grandes entreprises de construction. Les entreprises de toutes tailles devront à l'avenir utiliser des méthodes de travail collaboratives et numériques pour s'imposer sur le marché.

Le but de cette conférence en ligne est d'informer les artisans du bâtiment sur les possibilités qu'offre la digitalisation – que ce soit l'utilisation du BIM ou la mise en place de rapports de chantier digitalisés.

Vu la situation actuelle, le workshop a été transformé en conférence en ligne. Un lien pour rejoindre la conférence vous sera envoyé à la suite de votre inscription. Les présentations sont en français.

La participation à la conférence est gratuite, mais l'inscription est obligatoire jusqu'au 27 avril 2020.

Programme	
15:45	Accueil en ligne
16:00	Le BIM pour les petites et moyennes entreprises Marcel Deravet, IFSB
16:20	Témoignage d'un BIM Manager Mehdi Halal, BIM Consult
16:40	Vos rapports de chantier digitalisés Fabrice Lebrun, Ficos
17:40	Questions - réponses

Type de manifestation

Webinaire (conférence en ligne, depuis votre ordinateur, smartphone ou tablette)

Conditions & frais de participation

La participation est gratuite. Nous vous invitons à vous inscrire via le formulaire ci-dessous.

Date & horaire

Mardi, le 28 avril 2020, de 16h00 heures à 18h00 heures

Lieu

Conférence en ligne.

Le lien pour rejoindre la conférence vous sera envoyé à la suite de votre inscription.



Contact

Chambre des Métiers

Anne Majerus

anne.majerus@cdm.lu

Plus d'informations : <https://www.cdm.lu/services/agenda/...>

Publié le

mardi 21 avril 2020



Zeitung vom
Lëtzebuenger Vollek**Zeitung vom Lëtzebuenger Vollek**

Date: 08-04-2020

Page: 3

Periodicity: Daily

Journalist: -

Circulation: 4 000

Audience: -

Size: 370 cm²

Handwerkskammer fordert schrittweise Aufhebung des »Lockdowns«

Studie mit Antikörpernachweisen geplant, um Immunisierungsrate der Bevölkerung zu ermitteln

Dreieinhalb Wochen ist es her, daß das öffentliche Leben wegen der Coronapandemie auf ein Mindestmaß heruntergefahren wurde. Restaurants, Cafés, Diskotheken, Kleider- und viele andere Geschäfte, Museen, Sportstätten, Kinos, etc. wurden geschlossen, sämtliche Kultur- und Sportveranstaltungen abgesagt, um die Pandemie einzudämmen. Nur mit einer Reduzierung der zwischenmenschlichen Kontakte auf ein Minimum, kann es gelingen, eine Überlastung unseres Gesundheitssystems wie in Italien, Spanien, Frankreich, den USA und anderen, weniger entwickelten Ländern zu verhindern.

Nachdem Premierminister Xavier Bettel und Gesundheitsministerin Paulette Lenert am Freitag erklärt haben, die Strategie einer Verlangsamung der Neuinfektionen scheine zu funktionieren, wir seien aber »noch nicht über den Berg«, versucht nun die Handwerkskammer, eine Debatte über eine Lockerung des »Lockdowns« anzuschieben. Die Bitte Bettels an die Bevölkerung, sich hinsichtlich einer teilweisen Aufhebung der Beschränkungen, Abstandsregelungen und weiteren »Veränderungen unserer Lebensgewohnheiten« in Geduld zu üben, »damit die ergriffenen Maßnahmen nicht umsonst waren«, erwiderte die Chambre des Métiers am Montagabend mit einer Mitteilung, in der die »schrittweise

Wiederaufnahme der wirtschaftlichen Aktivitäten« gefordert wird.

Im Kapitalismus müssen die Geschäfte eher früher als später wieder laufen: Jede weitere Woche des »Lockdowns« bedeute »erhebliche Umsatzverluste« auch für das Handwerkspatronat und erhöhe die Kosten einer Wiederaufnahme der wirtschaftlichen Aktivitäten »überproportional«. Gleichzeitig wird behauptet, man könne »die medizinische Notwendigkeit der Maßnahmen nachvollzie-

wann in Luxemburg mit einer »schrittweisen Normalisierung« begonnen werden könne, richte man sich nach zwei Faktoren: Die Auslastung des Gesundheitssystems – insbesondere der Intensivbetten – und die Immunisierungsrate der Bevölkerung. Man arbeite bereits an Antikörpertests, um herauszufinden, wie weit sich das Coronavirus schon in Luxemburg verbreitet hat. Dabei werden auch Personen getestet, die keine Symptome gezeigt haben. Die repräsentative Studie mit 1.500 Probanden könnte Aufschluß darüber geben, wann die Pandemie zum Stillstand kommt. Virologen schätzen, daß dazu 60 bis 70 Prozent der Bevölkerung eine Infektion überstanden haben müssen.

Antikörpertests sind Verfahren zum Nachweis von Antikörpern gegen ein bestimmtes Virus, die das Immunsystem als Reaktion auf Erreger

hen«. Da sich aber derzeit viele Handwerksbetriebe vor ernste Probleme gestellt sähen, solle die Regierung »die direkten, rückzahlungsfreien Hilfen« für das Patronat erhöhen, fordert die Chambre des Métiers in der Mitteilung. Diesbezüglich erwarte man »ein starkes Signal« der Regierung.

Der Premier hatte am Freitag noch einmal betont, das Leben und die Gesundheit der Menschen würden schwerer wiegen als wirtschaftliche Interessen. Bei der Frage,

produziert, um diese abwehren zu können. Haben sich genügend Antikörper im Blut gebildet, können sie eine Infektion hemmen und die Person gilt – für einen bestimmten Zeitraum – als immun. Ob und wie lange eine Immunität gegen Covid-19 besteht, ist allerdings noch nicht wissenschaftlich geklärt. Bekannt ist aber, daß das Immunsystem etwa zehn Tage braucht, bis es Antikörper bildet. Deshalb kann mit einem Antikörpertest keine noch aktive Infektion nachgewiesen werden. oe



Mit Antikörpertests kann ermittelt werden, ob jemand schon einmal Covid-19 hatte, auch wenn er keine Symptome gezeigt hat
(Foto: Peter Steffen/dpa)